

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mardi 29 avril 2025

Membres en exercice : 26  
Présents : 15  
Procuration(s) : 7  
Absent(s) : 4  
Nombres de votants : 22  
Votes pour : 22  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : vendredi 18 avril 2025

DELIBERATION N°DL\_CP2025\_0088

Relative à l'avis du Conseil départemental sur le projet de décret modifiant les dispositions relatives au complément de libre choix du mode de garde

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.  
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Soihirat EL HADAD, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Abdoul KAMARDINE donne pouvoir à Madame Bibi CHANFI

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Zaounaki SAINDOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;  
**Vu** la délibération n° DL\_AP2022\_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission Permanente ;  
**Vu** la lettre de saisine du Préfet en date du 4 avril 2025 ;

**Considérant :** le rapport n°2025-002554 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant :** l'avis de la Commission solidarités, santé et action sociale du 24 avril 2025.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**

**Le Conseil Départemental,**

**DECIDE**

**Article 1 :** d'émettre un avis favorable au projet de décret modifiant les dispositions relatives au complément de libre choix du mode de garde ;

**Article 2 :** en application des dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'ETAT dans le département ;

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

  
**Ben Issa OUSSENI**



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 2 avril 2025

Le préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement

à


Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



04 AVR. 2025



**Objet :** Projet de décret modifiant les dispositions relatives au complément de libre choix du mode de garde.

**P. Jointe:** 2

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret modifiant les dispositions relatives au complément de libre choix du mode de garde..

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

[secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr)  
[consultation@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:consultation@mayotte.pref.gouv.fr)

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **1 mois** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégué  
Le sous-préfet, secrétaire général

Daniel FERMON



Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,



## **Décrète :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le livre V du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article R. 513-1, après les mots : « R. 521-2 » sont ajoutés les mots : « et du V de l'article L. 531-5 » ;

2° Les cinq premiers alinéas de l'article R. 531-6 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :  
« Les dispositions du dernier alinéa du I de l'article L. 531-5 sont applicables aux personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active qui sont inscrites sur la liste des demandeurs d'emploi auprès de l'opérateur France Travail en application du 2° de l'article L.5411-1 du code du travail » ;

3° L'article R. 532-3 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'attribution du complément de libre choix du mode de garde prévu à l'article L. 531-5 les ressources telles qu'appréciées en application des alinéas précédents et des articles R. 532-4 à R. 532-7 peuvent être ramenés à un plancher ou à un plafond fixés par décret. »

### **Article 2**

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2025 à l'exception des dispositions du 1° qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2025.

### Article 3

La ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le .

Par le Premier ministre :

François BAYROU

La ministre du travail, de la santé, des  
solidarités et des familles,

Catherine VAUTRIN

Le ministre de l'économie, des finances et  
de la souveraineté industrielle et numérique,

Eric LOMBARD

Envoyé en préfecture le 12/05/2025

Reçu en préfecture le 12/05/2025

Publié le



ID : 976-229850003-20250429-DL2904250088-DE

La ministre déléguée auprès du ministre  
de l'économie, des finances et de la  
souveraineté industrielle et numérique,  
chargée des comptes publics

Amélie DE MONTCHALIN

Vu la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 86 modifié ;



Vu le décret n° 2002-423 du 29 mars 2002 modifié relatif aux prestations familiales et à l'allocation journalière du proche aidant à Mayotte ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du XXX ;

Vu l'avis du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du XXX ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du XXXX ;

Vu l'avis du conseil départemental de Mayotte en date du XXX ;

## Décète :

### Article 1<sup>er</sup>

Le chapitre Ier du titre III du livre V du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au dernier alinéa de l'article D. 531-10, les mots : « L'assistante maternelle » sont remplacées par les mots : « L'assistant maternel » ;

2° L'article D. 531-17 est ainsi modifié :

a) Au I, les mots : « une assistante maternelle agréée » sont remplacés par les mots : « un assistant maternel », les mots : « à l'assistante maternelle » sont remplacés par les mots : « à l'assistant maternel » et les mots : « par jour et par enfant cinq fois la valeur horaire du salaire minimum de croissance telle qu'elle résulte de l'application des articles L. 3231-1 à L. 3231-12 et L. 3423-1 du code du travail » sont remplacés par les mots : « par heure et par enfant le plafond mentionné au 1° de l'article D. 531-18. Si ce plafond est dépassé, le montant maximal de prise en charge des cotisations et contributions sociales est affecté d'un coefficient égal au rapport entre ce plafond multiplié par le nombre d'heures rémunérées et le coût mensuel défini au 1° de l'article D. 531-18 » ;

b) Le III est supprimé ;

3° L'article D. 531-18 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 531-18.* – En application des dispositions prévues au III de l'article L. 531-5, le montant mensuel du complément de libre choix du mode de garde, net de la contribution mentionnée à l'article 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale est calculé selon la formule suivante : « Complément de libre choix du mode de garde = coût mensuel de la garde \* (1 - (revenu mensuel de la famille\* taux d'effort applicable/ coût horaire de référence)) » ;

« Où :

« 1° Le coût mensuel comprend le salaire net versé ainsi que l'ensemble des éléments soumis à cotisations et contributions de sécurité sociale. En cas de garde par un assistant maternel agréé, il comprend également, le cas échéant, les indemnités journalières d'entretien mentionnées à l'article L. 423-4 du code de l'action sociale et des familles et les frais journaliers de repas. Rapportées au nombre d'heures rémunérées, les dépenses prises en compte ne peuvent dépasser un plafond horaire, dont le montant diffère selon que la personne employée est un assistant maternel agréé ou une personne mentionnée à l'article L. 7221-1 du code du travail, revalorisé en

fonction de l'évolution du salaire minimum de croissance constatée entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente et le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours ;

« 2° Le revenu mensuel correspond aux ressources mensuelles prises en compte dans la limite d'un plancher dont le montant est égal à celui prévu à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles retenu pour une personne isolée avec un enfant déduction faite du forfait mentionné à l'article R. 262-9 du même code et d'un plafond. Elles sont appréciées dans les conditions prévues aux articles R. 532-1 à R. 532-7 et ramenées à une valeur mensuelle. Les ressources mensuelles et les valeurs du plancher et du plafond sont arrondies à l'euro le plus proche, la fraction d'euro égale à 0,50 étant comptée pour 1 ;

« 3° Le taux d'effort, exprimé en pourcentage, est fonction du nombre d'enfants à charge et du mode de garde. La charge de chaque enfant ouvrant droit à la prestation prévue à l'article L. 541-1 entraîne l'application du taux d'effort immédiatement inférieur ;

« 4° Le coût horaire de référence est déterminé selon le coût médian constaté l'année civile précédente sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer. Son montant diffère selon que la personne employée est un assistant maternel agréé ou une personne mentionnée à l'article L. 7221-1 du code du travail. Il est revalorisé annuellement en fonction de l'évolution du salaire minimum de croissance constatée entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente et le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours. Il comprend les mêmes éléments que le coût mensuel mentionné au 1° et ramené à une valeur horaire.

« Les plafonds horaires mentionnés au 1°, le plafond de ressources mentionné au 2°, les taux d'effort mentionnés au 3° et les coûts horaires de référence mentionnés au 4° sont fixés par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale.

« La contribution prévue à l'article 14 de l'ordonnance du 24 janvier 1996 susmentionnée est calculée à partir du montant de CMG ainsi obtenu.

4° L'article D. 531-18-1 devient l'article D. 531-20 et est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « au III de l'article L. 531-5 et » et les mots : « au 2° de l'article D. 531-18 et » sont supprimés et la référence : « D. 531-23 » est remplacée par la référence : « D. 531-21 » ;

b) Au 1°, les mots : « au a du 2° de l'article D. 531-18 et » sont supprimés et la référence : « D. 531-23 » est remplacée par la référence : « D. 531-21 » ;

c) Au 2°, les mots : « au c du 2° de l'article D. 531-18 et » sont supprimés et la référence : « D. 531-23 » est remplacée par la référence : « D. 531-21 » ;

5° Après l'article D. 531-18, sont insérés les articles D. 531-18-1, D. 531-18-2 et D. 531-18-3 ainsi rédigés :

« *Art. D. 531-18-1.* - En application des dispositions du IV de l'article L. 531-5, le complément de libre choix du mode de garde est également versé pour la garde d'un enfant ayant un âge inférieur à six ans. Cet âge est porté à douze ans pour les enfants dont les parents sont isolés.

« Lorsque le complément de libre choix du mode de garde est versé en application de l'alinéa précédent et que le ménage ou la personne emploie une personne visée à l'article L. 7221-1 du code du travail, le plafond de prise en charge des cotisations et contributions sociales est égal à la moitié du plafond prévu au II de l'article D. 531-17.

« *Art. D. 531-18-2.* - Pour l'application des dispositions prévues au V de l'article L. 531-5, chacun des deux parents peut se voir reconnaître la qualité d'allocataire au titre du même enfant dès lors que chacun demande le bénéfice du complément de libre choix du mode de garde et sous réserve de remplir les conditions suivantes :



« 1° La résidence alternée, prévue à l'article 373-2-9 du code civil est mise en œuvre de façon effective ;

« 2° Le cas échéant, lorsqu'ils sont éligibles aux allocations familiales, ils ont fait le choix de se voir reconnaître chacun la qualité d'allocataire en application des dispositions de l'article R. 521-2.

« Chaque parent qui emploie un assistant maternel agréé ou une personne mentionnée à l'article L. 7221-1 du code du travail peut bénéficier de la prestation selon les dispositions prévues aux articles D. 531-17 à D. 531-19. Chaque enfant en résidence alternée compte pour un enfant pour la détermination du taux d'effort prévu au 3° de l'article D. 531-18.

« *Art. D. 531-18-3.* - Le ménage ou la personne peut bénéficier, au cours d'un même mois, de plusieurs compléments de libre choix du mode de garde prévus à l'article L. 531-5, dès lors qu'il emploie un assistant maternel agréé pour assurer la garde d'enfants différents. Ce cumul est également possible lorsqu'il emploie plusieurs assistants maternels agréés ou personnes mentionnées au premier alinéa de l'article L. 7221-1 du code du travail pour assurer la garde d'un ou plusieurs enfants.

6° Les articles D. 531-21 et D. 531-22 sont abrogés ;

7° L'article D. 531-23 devient l'article D. 531-21 et est ainsi modifié :

a) Au 2° du I et aux 1° et 4° du III, les mots : « une assistante maternelle » sont remplacés par les mots : « un assistant maternel » ;

b) Aux a, b et c du 1° et du 2° du III, la référence : « D. 531-18-1 » est remplacée par la référence : « D. 531-20 » ;

c) Au IV, les mots : « à la première phrase du IV de l'article L. 531-5 » sont remplacés par les mots : « au septième alinéa de l'article L. 531-6 et inférieur à six ans » ;

d) Le V est supprimé ;

e) Au VI, qui devient le V, les deuxième à cinquième alinéas sont supprimés ;

f) Le VII devient le VI et le VIII devient le VII ;

8° L'article D. 531-23-1 devient l'article D. 531-22 et est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du I, les mots : « du 1° du III de l'article L. 531-5 et » sont supprimés ;

b) Au premier alinéa du A du I, les mots : « aux 2° des articles D. 531-18, D. 531-20 et D. 531-21 et au III de l'article D. 531-23 » sont remplacés par les mots : « au III de l'article D. 531-21 » ;

c) Au B du I, le 1° est supprimé et au 2° les mots : « au VII de l'article D. 531-23 » sont remplacés par les mots : « au VI de l'article D. 531-21 » ;

d) Au II, les mots : « du 2°, du 3° et du 4° du III de l'article L. 531-5 » sont supprimés et les mots : « aux 2° des articles D. 531-18, D. 531-20 et D. 531-21 et au III de l'article D. 531-23 » sont remplacés par les mots : « au III de l'article D. 531-21 » ;

9° Après l'article D. 531-22, il est inséré un nouvel article D. 531-23 ainsi rédigé :

« *Art. D. 531-23.* - Lorsque le ménage ou la personne peut bénéficier, au cours d'un même mois, pour plusieurs enfants, de plusieurs compléments de libre choix du mode de garde en application des articles L. 531-5 et L. 531-6, il est procédé de la façon suivante :

« — il est d'abord calculé l'ensemble des aides par application de l'article D. 531-18-3, au titre des dépenses engagées dans les conditions mentionnées à l'article L. 531-5 ;

« — il est ensuite calculé une aide au titre des dépenses engagées dans les conditions mentionnées à l'article L. 531-6 en application des règles prévues aux articles D. 531-20 à D. 531-22.

« Le montant cumulé de l'ensemble de ces aides ne peut être supérieur à la somme des montants maximaux applicables à chaque enfant en fonction de son âge prévu au 1° du III ou au IV de l'article D. 531-21 ou, si l'enfant ou les enfants sont gardés uniquement à domicile, au montant mentionné au 2° du III ou au IV du même article. Dans le cas contraire, l'aide au titre des dépenses engagées dans les conditions mentionnées à l'article L. 531-6 est déterminée en diminuant les montants maximaux précités du montant calculé au titre des aides calculées en application du deuxième alinéa. »

## Article 2

Le décret du 29 mars 2002 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 12, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application de l'article 10-5 de l'ordonnance du 7 février 2002 susvisée, les ressources telles qu'appréciées en application du présent article peuvent être ramenés à un plancher ou un plafond fixé par décret. » ;

2° L'article 19-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les références : « D. 531-17 à D. 531-20 et D. 531-22 à D. 531-24 » sont remplacées par les références : « D. 531-17 à D. 531-24 » ;

b) Le troisième alinéa du b est supprimé ;

c) Le d est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :

« d) L'article D. 531-18 est ainsi modifié :

« - au premier alinéa, les mots : « , net de la contribution mentionnée à l'article 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale » sont supprimés ;

« - au 2°, les mots : « aux articles R. 532-1 à R. 532-7 » sont remplacés par les mots : « à l'article 12 du décret n° 2002-423 du 29 mars 2002 relatif aux prestations familiales à Mayotte, pour chaque période de douze mois débutant le 1<sup>er</sup> janvier, en fonction des revenus de l'année civile de référence tels que définis à ce même article. » ;

« - le dernier alinéa est supprimé. » ;

d) Le e est supprimé et le f devient le e ;

e) Le g, qui devient le f, est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« f) L'article D. 531-20 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« A Mayotte, les plafonds mentionnés aux alinéas précédents ainsi que leur majoration respective sont fixés en appliquant aux valeurs de ces plafonds, ainsi qu'à leur majoration respective mentionnées aux 1° et 2° du présent article en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier d'une année donnée, un coefficient égal au rapport entre les valeurs au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente du salaire minimum interprofessionnel de croissance applicable à Mayotte et du salaire minimum interprofessionnel de croissance nettes de cotisations et contributions sociales salariales. » ;

f) Le h, qui devient le g, est ainsi modifié :

- la référence : « D. 531-23 » est remplacée par la référence : « D. 531-21 » ;

- le huitième alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :
    - « - au IV, les mots : « au septième alinéa de l'article L. 531-6 » sont remplacés par les mots : « au deuxième alinéa de l'article L. 531-6 dans sa rédaction en vigueur à Mayotte » ;
  - au neuvième alinéa, la référence : « VIII » est remplacée par la référence : « VII » ;
  - le dernier alinéa est supprimé ;
- g) Le i est supprimé et le j devient le h. »

### Article 3

I. - En application des dispositions prévues au VII de l'article 86 de la loi du 23 décembre 2022 susvisée, lorsque le montant moyen du complément de libre choix du mode de garde ouvert au titre de la garde d'un ou plusieurs enfants tel qu'il résulte de l'application des dispositions prévues par le présent décret et sur la base des éléments déclarés pour les mois de mars à mai 2025 est inférieur au montant moyen mensuel dû sur cette même période, pour la garde du ou de mêmes enfants, la garde du ou des enfants ouvre droit à un complément différentiel.

Le droit à ce complément est ouvert à la double condition :

1° d'avoir un recours minimal en moyenne sur la période mentionnée à l'alinéa précédent :

- de 100 heures en cas de garde par un assistant maternel pour un enfant âgé de moins de trois ans ;
- de 50 heures en cas de garde par une personne mentionnée à l'article L. 7221-1 du code du travail quel que soit l'âge de l'enfant ou en cas de garde par un assistant maternel pour un enfant âgé de plus de trois ans ;
- de 150 heures en cas de garde par un assistant maternel pour plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ou de 100 heures en cas de garde par un assistant maternel pour plusieurs enfants dont au moins l'un est âgé de plus de trois ans ;

2° Les ressources du ménage n'ont pas excédé le plafond prévu au 2° de l'article D. 531-20, dans sa version résultant du présent décret. Ce plafond est majoré de 40% lorsque la charge du ou des enfants est assumée par une personne seule ;

II.- Pour chaque déclaration mentionnée au V, la somme des montants du complément différentiel et du complément du libre choix de mode de garde versée ne peut être supérieure à 90% de la rémunération nette du salarié.

III.- Le complément cesse d'être versé :

1° Pour les enfants qui ont atteint leur troisième anniversaire avant le 1er janvier 2025, à compter du premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel ils atteignent leur sixième anniversaire ;

2° Pour les enfants qui atteignent leur troisième anniversaire en 2025, à compter du 1er septembre de cette même année ;

3° Pour les enfants atteignant leur troisième anniversaire en 2026, à compter du 1er septembre 2026 ;

4° Pour les enfants atteignant leur troisième anniversaire en 2027 à compter du 1er septembre 2027 ;

5° Pour les enfants atteignant leur troisième anniversaire en 2028, à compter du 1er septembre 2028.



Pour les fratries, la disposition la plus favorable s'applique.

IV.- La détermination de l'éligibilité et le calcul du droit au complément sont effectués au mois de septembre 2025, par l'organisme mentionné à l'article L. 133-5-10 du code de la sécurité sociale. Tout changement de situation modifiant le calcul de ce complément et déclaré après le 31 décembre 2025 aux organismes débiteurs de prestations familiales n'est pas pris en compte.

V.- Le complément différentiel est calculé et versé par l'organisme mentionné à l'article L. 133-5-10 du code de la sécurité sociale, à chaque déclaration faite en application du troisième alinéa de l'article D. 531-24. Il fait l'objet d'un versement commun avec le complément de libre choix du mode de garde.

VI. - Les dispositions du présent article sont applicables à Mayotte sous réserve des adaptations suivantes : au IV, les mots : « aux organismes débiteurs de prestations familiales » sont remplacés par les mots : « à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ».

VII.- Les dispositions du présent article s'appliquent à Saint Pierre et Miquelon sous réserve des adaptations suivantes : au IV et V, les mots : « l'organisme mentionné à l'article L. 133-5-10 du code de la sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon » et au IV, les mots : « aux organismes débiteurs de prestations familiales » sont remplacés par les mots : « à la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon ».

#### **Article 4**

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2025, à l'exception des dispositions prévues aux quatrième à septième alinéas du 5<sup>o</sup> de l'article 1<sup>er</sup> qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2025.

## Article 5

Le ministre d'État, ministre des outre-mer, la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le .

Par le Premier ministre :

François BAYROU

La ministre du travail, de la santé, des  
solidarités et des familles,

Catherine VAUTRIN

Le ministre d'État, ministre des Outre-  
mer,

Manuel VALLS

Le ministre de l'économie, des finances et  
de la souveraineté industrielle et  
numérique,

Eric LOMBARD

La ministre déléguée auprès du ministre  
de l'économie, des finances et de la  
souveraineté industrielle et numérique,  
chargée des comptes publics,

Amélie DE MONTCHALIN